

Réfection des reversoires de l'archipel du Lac Saint-Pierre

Définition des études complémentaires - Milieu humain autochtone



60599846

Réfection des reversoires de l'archipel du Lac Saint-Pierre

Définition des études complémentaires – milieu humain autochtone

Version finale

60599846

Juillet 2020

Réserves et Limites

Le rapport ci-joint (le « Rapport ») a été préparé par AECOM Consultants Inc. (« Consultant ») au bénéfice du client (« Client ») conformément à l'entente entre le Consultant et le Client, y compris l'étendue détaillée des services (le « Contrat »).

Les informations, données, recommandations et conclusions contenues dans le Rapport (collectivement, les « Informations ») :

- sont soumises à la portée des services, à l'échéancier et aux autres contraintes et limites contenues au Contrat ainsi qu'aux réserves et limites formulées dans le Rapport (les « Limites »);
- représentent le jugement professionnel du Consultant à la lumière des Limites et des standards de l'industrie pour la préparation de rapports similaires;
- peuvent être basées sur des informations fournies au Consultant qui n'ont pas été vérifiées de façon indépendante;
- n'ont pas été mises à jour depuis la date d'émission du Rapport et leur exactitude est limitée à la période de temps et aux circonstances dans lesquelles elles ont été collectées, traitées, produites ou émises;
- doivent être lues comme un tout et, par conséquent, aucune section du Rapport ne devrait être lue hors de ce contexte;
- ont été préparées pour les fins précises décrites dans le Rapport et le Contrat;
- dans le cas de conditions souterraines, environnementales ou géotechniques, peuvent être basées sur des tests limités et sur l'hypothèse que de telles conditions sont uniformes et ne varient pas géographiquement ou dans le temps.

Le Consultant est en droit de se fier sur les informations qui lui ont été fournies et d'en présumer l'exactitude et l'exhaustivité et n'a pas l'obligation de mettre à jour ces informations. Le Consultant n'accepte aucune responsabilité pour les événements ou les circonstances qui pourraient être survenus depuis la date à laquelle le Rapport a été préparé et, dans le cas de conditions souterraines, environnementales ou géotechniques, n'est pas responsable de toute variation dans de telles conditions, que ce soit géographiquement ou dans le temps.

Le Consultant convient que le Rapport représente son jugement professionnel tel que décrit ci-dessus et que l'Information a été préparée dans le but spécifique et pour l'utilisation décrite dans le Rapport et le Contrat, mais ne fait aucune autre représentation ou garantie de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite, en ce qui concerne le Rapport, les Informations ou toute partie de ceux-ci.

Sans limiter de quelque façon la généralité de ce qui précède, toute estimation ou opinion fournies par le Consultant concernant les coûts et l'échéancier de travaux construction ou de toute autre activité professionnelle décrite dans le Contrat représentent le jugement professionnel du Consultant à la lumière de son expérience et de la connaissance et des informations dont il dispose au moment de la préparation du Rapport. N'ayant aucun contrôle sur le marché, les conditions économiques, le prix de la main-d'œuvre, du matériel et des équipements de construction ou les procédures d'appel d'offres, le Consultant, ses administrateurs, dirigeants et employés ne sont en mesure de faire aucune représentation ou garantie de quelque nature que ce soit, expresse ou implicite, quant à l'exactitude de ces estimations et opinions ou quant à l'écart possible entre celles-ci et les coûts et échéanciers de construction réels ou de toute autre activité professionnelle décrite dans le Contrat, et n'acceptent aucune responsabilité pour tout dommage ou perte découlant ou lié de quelque façon à celles-ci. Toute personne se fiant sur ces estimations ou opinions le fait à ses propres risques.

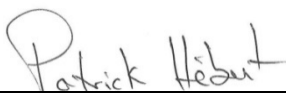
À moins que (1) le Consultant et le Client n'en conviennent autrement par écrit; (2) que ce soit requis en vertu d'une loi ou d'un règlement; ou (3) que ce soit utilisé par un organisme gouvernemental révisant une demande de permis ou d'approbation, seul le Client est en droit de se fier ou d'utiliser le Rapport et les Informations.

Le Consultant n'accepte et n'assume aucune responsabilité de quelque nature que ce soit envers toute partie, autre que le Client, qui pourrait avoir accès au Rapport ou à l'Information et l'utiliser, s'y fier ou prendre des décisions qui en découlent, à moins que cette dernière n'ait obtenu l'autorisation écrite préalable du Consultant par rapport à un tel usage (« Usage non conforme »). Tout dommage, blessure ou perte découlant d'un Usage non conforme du Rapport ou des Informations sera aux propres risques de la partie faisant un tel Usage.

Ces Réserves et Limites font partie intégrante du Rapport et toute utilisation du Rapport est sujette à ces Réserves et Limites.

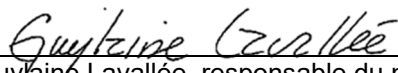
Signatures

Rapport préparé par :


Patrick Hébert, anthropologue

Le 30 juillet 2020

Rapport vérifié par :


Guylainé Lavallée, responsable du milieu
humain

Le 30 juillet 2020


Sylvain Lacasse, biologiste, M. Sc.
Directeur de projet

Le 30 juillet 2020

Équipe de réalisation

Ministère des Pêches et des Océans du Canada (MPO)

Direction régionale Biens Immobiliers, Environnement, Sécurité et Santé (BIESS)

Serge Tourangeau, biologiste M. Sc.

Agent de programme de gestion de l'environnement

Mathieu Gagnon, ingénieur M. Sc.

Ingénieur principal de projet

AECOM

Sylvain Lacasse, biologiste M. Sc.

Directeur de projet

Julie D'Amours, biologiste M. Sc.

Chargée de projet et responsable du milieu biologique

Guylaine Lavallée, récréologue

Responsable du milieu humain

Patrick Hébert, anthropologue

Analyse et rédaction (milieu humain)

Mireille Campagna, aménagiste M. ATDR

Analyse et rédaction (milieu humain)

Josée Dubois, biologiste/géomaticienne

Géomatique et cartographie

Michèle Gagnon, secrétaire

Édition du rapport

Référence à citer

AECOM. 2020. *Réfection des reverts de l'archipel du Lac Saint-Pierre. Définition des études complémentaires – milieu humain autochtone*. Rapport préparé pour Pêches et Océans Canada. 27 pages.

Table des matières

Équipe de réalisation.....	v
1 Introduction.....	1
2 Zones d'étude	3
3 Définition des études complémentaires requises	7
4 Énoncé des travaux.....	11
4.1 Description du milieu socio-économique des communautés autochtones	11
4.2 Utilisation contemporaine du territoire par les communautés autochtones au sein de la zone d'étude élargie.....	14
5 Estimation ventilée des coûts	23
Références	27

Liste des tableaux

Tableau 3-1 : Éléments du milieu humain relatifs aux groupes autochtones devant faire l'objet d'études complémentaires	9
Tableau 5-1 : Estimation des coûts pour la réalisation des études complémentaires sur le milieu humain autochtone	25

Liste des cartes

Carte 2-1 : Zones d'étude.....	5
--------------------------------	---

1 Introduction

À la suite de la revue de littérature menée dans le cadre de la réalisation des études de base des milieux physique, biologique et humain (AECOM, 2020a, 2020b, 2020c), et considérant le « Modèle de lignes directrices adaptées relatives à l'étude d'impact pour les projets désignés visés par la *Loi sur l'évaluation d'impact (LEI)* », les manques d'informations pour réaliser l'étude d'impact du projet de réfection des reversoires de l'archipel du Lac Saint-Pierre ont été identifiés. Par ailleurs, une réunion tenue le 13 septembre 2019 avec des représentants du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) provenant des différentes directions régionales touchées par le projet et des représentants de Pêches et Océans Canada a permis de préciser et de bonifier les lacunes d'informations identifiées de façon préliminaire selon les préoccupations connues et actuelles de ces instances gouvernementales.

Ainsi, des études complémentaires à être réalisées sont proposées afin, éventuellement, de bien décrire les effets du projet sur les composantes valorisées de l'environnement (CVE) identifiées et de proposer des mesures d'atténuation adaptées au projet. Aussi, en prévision de l'élaboration d'un programme de suivi environnemental qui fera partie de l'étude d'impact, certains paramètres devront être mesurés ou inventoriés avant la réalisation du projet afin de documenter l'état de référence.

Ce document présente la définition des études complémentaires du milieu humain autochtone.

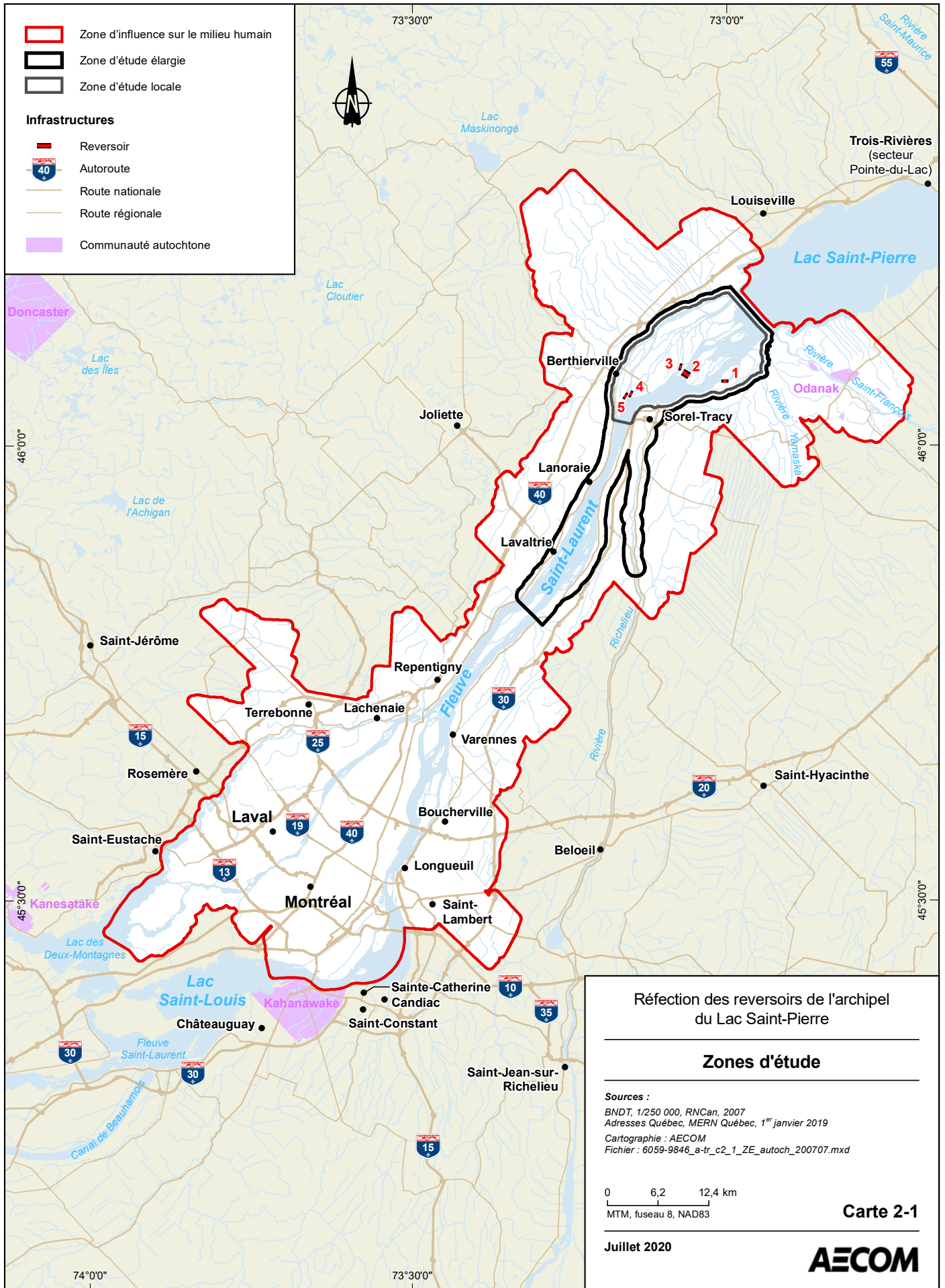
2 Zones d'étude

L'acquisition de connaissances s'appuie sur trois zones d'étude (carte 2-1). Ces zones ont été délimitées de façon à englober toutes les composantes du milieu susceptibles d'être touchées au cours des différentes étapes du projet.

- **Zone d'étude locale** : Cette zone englobe le territoire susceptible de subir les impacts directs des travaux de construction du projet. Elle comprend les sites des travaux, soit les reversoires n^{os} 1 à 5, les accès à ces différents reversoires, ainsi que l'ensemble de l'archipel du Lac Saint-Pierre.
- **Zone d'étude élargie** : Cette zone englobe le territoire susceptible d'être le plus touché par les changements des niveaux d'eau entraînés par la réfection des reversoires, soit le tronçon du fleuve Saint-Laurent qui s'étend de la limite aval de l'archipel du Lac Saint-Pierre jusqu'à la limite ouest de la municipalité de Contrecoeur. Cette zone d'étude inclut également l'embouchure de la rivière Richelieu jusqu'au barrage de l'écluse Saint-Ours situé environ 22 km en amont. Une bande de terrain d'une largeur de 1 km de part et d'autre des rives du fleuve et de la rivière Richelieu est considérée comme faisant partie de la zone d'étude élargie.
- **Zone d'influence** : Cette zone comprend l'ensemble du territoire pouvant être touché par le projet, soit à partir de la limite aval de l'archipel du Lac Saint-Pierre jusqu'au port de Montréal. L'embouchure des rivières des Prairies, des Mille Îles et L'Assomption, jusqu'aux premiers rapides ou au premier barrage rencontré, est également incluse dans cette zone d'étude. Il a été déterminé en début de mandat que la zone d'influence ferait l'objet d'une description sommaire des milieux physique, biologique et humain, sans inventaire sur le terrain.

Précisons que le lac Saint-Pierre, situé en aval de l'archipel du même nom, n'est pas inclus dans les différentes zones d'étude de ce projet, étant donné qu'à cette étape, aucun effet significatif du projet sur ce plan d'eau n'a été identifié en phases de construction et d'exploitation. En effet, les modifications hydrauliques engendrées par le projet seront pratiquement imperceptibles¹ en entrant dans la portion amont du lac Saint-Pierre.

¹ Les modifications prévues sont inférieures à la marge d'erreur du modèle sur les vitesses et les niveaux d'eau modélisés.



3 Définition des études complémentaires requises

Parmi les informations manquantes des milieux physique, biologique et humain ayant été préalablement identifiées par AECOM (2020d), diverses composantes du milieu autochtone nécessiteront la réalisation d'inventaires complémentaires. Ces composantes du milieu pourraient être documentées par une même firme afin d'optimiser les activités sur le terrain et les coûts du projet. Le tableau suivant présente les composantes du milieu humain autochtone qui devraient faire l'objet d'inventaires en 2020 et/ou 2021.

Tableau 3-1 : Éléments du milieu humain relatifs aux groupes autochtones devant faire l’objet d’études complémentaires

Thème	Étendue	Informations manquantes	Justification	Activités proposées
Contexte socio-économique	Zone d’étude élargie	<p>Comme les communautés abénaquises d’Odanak et de Wôlinak se trouvent au sein ou en périphérie de la zone d’étude élargie, elles sont celles qui sont les plus susceptibles d’être touchées par le projet proposé. Ainsi, nous suggérons de limiter la description socio-économique à ces deux seules communautés.</p> <p>Pour ces deux communautés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Mettre à jour et bonifier les données socio-économiques présentées dans l’étude de base du milieu humain :- décrire les principales caractéristiques de l’activité économique;- documenter les principales caractéristiques de la situation de l’emploi;- décrire la situation de la santé;- brosser le portrait des infrastructures communautaires;- décrire l’évolution démographique.- Identifier les projets ou changements ayant eu ou pouvant avoir une incidence sur le développement économique, l’emploi, la santé, les infrastructures communautaires ou la démographie.	<p>Selon les lignes directrices, l’étude d’impact devra décrire les effets négatifs et positifs éventuels sur les économies locales, régionales et provinciales, y compris la façon dont les retombées locales peuvent être maximisées, s’il y a lieu.</p> <p>Les lignes directrices indiquent également que l’étude devra documenter les conditions socio-économiques des communautés autochtones pouvant être affectées par le projet.</p> <p>Les lignes directrices indiquent finalement que l’étude d’impact devra fournir une analyse des observations reçues des groupes autochtones au sujet du projet.</p>	<p>Réaliser des entrevues en face à face auprès de gestionnaires de services aux conseils de bande concernés (Odanak ou Wôlinak) ou au Grand Conseil de la Nation Waban-Aki afin de recueillir de l’information sur la situation socio-économique qui y prévaut,</p> <p>Plus précisément, réaliser des entrevues auprès des gestionnaires responsables des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Développement économique- Emplois et main-d’œuvre- Infrastructures communautaires locales- Registre des Indiens inscrits- Santé <p>Obtenir de la communauté d’Odanak la localisation des puits et prises d’eau utilisés au sein de la zone d’étude élargie.</p>
Utilisation contemporaine du territoire par les groupes autochtones :	Zone d’étude élargie	<p>Les groupes autochtones concernés par le présent projet sont les Abénaquis, les Mohawks et les Hurons-Wendats.</p> <p>Pour chaque groupe autochtone, documenter l’utilisation contemporaine des zones d’études locale et élargie. Parmi les éléments à documenter :</p> <ul style="list-style-type: none">- déplacements effectués au sein ou en bordure de la zone d’étude, moyen(s) de transport utilisé(s), itinéraires;- activités pratiquées (cueillette, villégiature, chasse, pêche et piégeage, activités spirituelles, activités culturelles);- ressources exploitées, ressources valorisées;- périodes/durées d’utilisation;- sites/aires exploités et/ou valorisés;- sites de campement, camps, chalets utilisés;- composition des groupes (nombre d’utilisateurs, présence d’hommes de femmes et/ou enfants, utilisateurs apparentés ou non, âge des utilisateurs);- relations avec les autres utilisateurs – autochtones et allochtones – du territoire;- difficultés, problèmes rencontrés quant à l’utilisation effectuée au sein ou aux abords de la zone d’étude;- activité(s) projetée(s) au sein ou en bordure des zones d’étude (par les utilisateurs, par la communauté ou par la nation.	<p>Selon les lignes directrices, la mobilisation des groupes autochtones est requise pour éclairer l’étude d’impact et déterminer des mesures qui permettront d’éviter ou de réduire au minimum les répercussions potentielles du projet sur les peuples autochtones. Cette mobilisation doit comprendre un échange d’information et une collaboration continue entre le promoteur et les groupes autochtones pour contribuer à valider les conclusions de l’étude.</p> <p>Les lignes directrices indiquent que l’étude doit documenter le patrimoine naturel et culturel, l’usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles, de même que la santé humaine et les conditions socio-économiques des autochtones pouvant être affectées par le projet. L’étude doit également traiter de la nature et de l’étendue des droits exercés par chaque groupe autochtone concerné.</p> <p>De plus, l’étude doit décrire :</p> <ul style="list-style-type: none">- la consommation d’aliments prélevés dans la nature (aliments traditionnels) en dehors de la chaîne alimentaire commerciale, y compris les aliments piégés, pêchés, chassés, récoltés ou cultivés aux fins de subsistance ou à des fins médicales ou qui ont une valeur culturelle pour les Autochtones;- les sites ou les zones utilisés par les populations locales et les peuples autochtones comme résidences permanentes ou de façon temporaire ou saisonnière, et le nombre de personnes qui utilisent chaque zone ou site délimité (inclure des cartes, si possible);- les lignes directrices indiquent finalement que l’étude d’impact devra fournir une analyse des observations reçues des groupes autochtones au sujet du projet.	<p>Réaliser des entrevues en face à face auprès des gestionnaires responsables du territoire dans chacun des conseils de bande ou conseil tribal concernés et/ou auprès des utilisateurs de la zone d’étude afin d’amasser les informations manquantes.</p> <p>Lors des entrevues avec les utilisateurs de la zone d’étude, les questionner sur leur approvisionnement en eau au sein de la zone d’étude élargie.</p>

Tableau 3-1 : Éléments du milieu humain relatifs aux groupes autochtones devant faire l’objet d’études complémentaires (suite)

Thème	Étendue	Informations manquantes	Justification	Activités proposées
Préoccupations	Zone d'étude élargie	Recueillir les préoccupations et les attentes des communautés touchées.	<p>Les lignes directrices indiquent que l'étude d'impact doit fournir une analyse des observations reçues des groupes autochtones au sujet du projet. Cette analyse doit comprendre toutes les observations reçues par les groupes autochtones avant et depuis le début du processus d'EI. Elle doit indiquer notamment, sans s'y limiter, les effets éventuels, y compris les répercussions sur les droits des peuples autochtones, et préciser les composantes valorisées particulières, le cas échéant.</p> <p>Les préoccupations des parties prenantes permettent de confirmer les enjeux, notamment au niveau de la navigation, de l'utilisation du sol, du développement économique, du bruit et de la santé, allochtones et autochtones.</p>	<p>Intégrer les informations pertinentes tirées des activités de consultation menées par le MPO.</p> <p>Réaliser des entrevues en face à face auprès des gestionnaires des communautés autochtones et/ou auprès des utilisateurs de la zone d'étude afin de recueillir leurs préoccupations concernant le présent projet.</p>
Conditions sanitaires et santé humaine - autochtone	Zone d'étude locale	<ul style="list-style-type: none">- Déterminants de la santé (environnements physiques, emplois et conditions de travail, environnements sociaux, services de santé, revenus et statut social, éducation et alphabétisation, genre, etc.).- Approvisionnement en eau potable.	<p>Les lignes directrices soulignent que l'étude doit décrire :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de santé de référence pour des sous-groupes de la collectivité;- un profil de santé communautaire;- les services et programmes de santé;- les habitudes alimentaires des communautés (allochtones et autochtones) (risques de contamination, etc.).	<p>Réaliser des entrevues téléphoniques auprès des instances en santé, soit les services de santé dans les communautés autochtones concernées ainsi que les ministères ou autres organismes tels que l'Institut de la santé des Autochtones (ISA), et la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) afin de recueillir des données sur la santé, leurs attentes et leurs préoccupations par rapport aux effets du projet sur la santé des communautés.</p> <p>Dans le cadre des entrevues réalisées pour les volets socio-économiques et de l'utilisation du territoire socio-économique, réaliser une entrevue auprès du gestionnaire responsable des infrastructures communautaires à Odanak afin de recueillir de l'information sur les prises d'eau de la communauté situées au sein ou à proximité de la zone d'étude élargie, ainsi qu'avec les utilisateurs fréquentant la zone d'étude élargie afin de recueillir des informations sur l'approvisionnement en eau potable lors de la fréquentation de la zone d'étude.</p>

4 Énoncé des travaux

4.1 Description du milieu socio-économique des communautés autochtones

Mise en contexte et objectifs

Selon les lignes directrices, l'étude d'impact devra décrire les effets négatifs et positifs éventuels sur les économies locales, régionales et provinciales, y compris la façon dont les retombées locales peuvent être maximisées, s'il y a lieu. Les lignes directrices indiquent également que l'étude devra documenter les conditions socio-économiques des communautés autochtones pouvant être affectées par le projet. Les lignes directrices indiquent finalement que l'étude d'impact devra fournir une analyse des observations reçues des groupes autochtones au sujet du projet, dans le but de bien évaluer les effets du projet sur l'économie et les conditions socio-économiques des communautés autochtones qui seront touchées. Ainsi, il faudra tout d'abord procéder à une mise à jour et à une bonification des données socio-économiques présentées dans l'étude de base du milieu humain (AECOM, 2020c). Il faudra également recueillir les perceptions, les attentes et les préoccupations des autochtones concernés quant aux impacts socio-économiques et environnementaux du projet proposé. Pour ce faire, le consultant retenu devra effectuer des entrevues auprès de gestionnaires des communautés touchées par le projet afin de recueillir de l'information sur la situation socio-économique qui y prévaut, ainsi que sur leurs perceptions, leurs attentes et leurs préoccupations. Plus précisément, le consultant devra réaliser des entrevues auprès des gestionnaires (œuvrant au sein des conseils de bande ou des conseils tribaux) responsables des secteurs du développement économique, de l'emploi et de la main d'œuvre, des infrastructures communautaires, du registre des Indiens inscrits et de la santé. Comme les communautés abénaquises d'Odanak et de Wôlinak se trouvent au sein ou en périphérie de la zone d'étude élargie, elles sont celles qui sont le plus susceptibles d'être touchées par le projet proposé. Ainsi, nous suggérons de limiter la bonification de la description socio-économique à ces deux seules communautés.

Résumé des informations disponibles

L'étude de base du milieu humain contenait un bref profil socio-économique des divers groupes autochtones les plus rapprochés du site du projet, soit les Abénaquis, les Mohawks, les Attikameks, les Hurons-Wendats et les Innus. Ces profils contenaient différentes informations pouvant être obtenues dans la littérature disponible.

Les principales sources documentaires consultées étaient :

- le *Registre des Indiens inscrits* du ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada;
- les données issues de l'enquête auprès des ménages effectuée par Statistique Canada en 2016;
- les sites Internet des communautés concernées.

Ainsi, différents indicateurs ont pu être présentés concernant la démographie (population totale inscrite et population résidente, répartition selon l'âge), l'emploi et l'économie (taux de chômage, taux d'emploi et taux d'activité), de même que la gouvernance (description du conseil de bande et du conseil tribal) de chaque communauté concernée.

Délimitation du secteur d'étude

L'enquête visant à bonifier la description socio-économique se limitera aux communautés abénaquises d'Odanak et de Wôlinak, qui sont les plus rapprochées des aires de travaux et qui sont les plus susceptibles d'être touchées par des retombées socio-économiques du projet proposé.

Période d'étude

Cette étude devra être effectuée durant l'année 2020 et/ou 2021. Elle nécessitera un déplacement dans les deux communautés concernées et pourra être couplée avec l'étude sur l'utilisation de la zone d'étude élargie par les communautés autochtones (portion à réaliser dans les communautés abénaquises) (voir section 4.2). En plus du temps pour la réalisation des entrevues, l'étude nécessitera également du temps de planification pour la prise de contact avec les gestionnaires concernés, la préparation des outils d'enquête, ainsi que l'organisation entourant la logistique de l'enquête au terrain. Une période de temps est également à prévoir pour des réunions ou discussions avec le personnel du MPO. Il faudra aussi prévoir une période de temps suffisante pour procéder à l'analyse et au traitement des informations amassées au cours des entrevues dans les deux communautés concernées, de même qu'à la rédaction de la description du milieu socio-économique des communautés abénaquises et à l'identification des effets du projet sur le milieu.

Description de l'approche méthodologique préconisée

L'étude concernant la description du milieu socio-économique des communautés abénaquises devra se faire par le biais d'entrevues semi-dirigées réalisées auprès de gestionnaires de services des deux communautés touchées afin de recueillir de l'information sur la situation socio-économique qui y prévaut. Les gestionnaires rencontrés pourront être rattachés au conseil de bande des deux communautés concernées ou encore au Grand Conseil de la Nation Waban-Aki. L'identification des gestionnaires à rencontrer sera effectuée préalablement aux entrevues lors d'une rencontre de planification menée entre le consultant et une ou des personnes-ressources identifiées au sein des communautés concernées.

De façon plus spécifique, les objectifs poursuivis par ce volet d'étude sont les suivants :

- 1) Documenter quelles sont les principales caractéristiques de l'activité économique au sein des deux communautés (principaux secteurs d'activités, développements réalisés au cours des dernières années, principaux défis auxquels les deux communautés doivent faire face au niveau du développement économique, description des entreprises au sein de chacune des communautés, projets en cours ou planifiés, etc.);
- 2) Documenter quelles sont les principales caractéristiques de la situation de l'emploi dans les deux communautés (principaux champs d'activités, profil de la main-d'œuvre, défis et enjeux liés à l'emploi, projet ou programme de formation réalisé au cours des dernières années, projets en cours ou planifiés, etc.);
- 3) Décrire la situation de la santé dans les deux communautés concernées (principaux problèmes de santé rencontrés, enjeux liés à la santé, changements observés au cours des dernières années, projets en cours ou planifiés, etc.);
- 4) Faire l'inventaire des infrastructures communautaires au sein des deux communautés (infrastructures présentes, prises d'eau potable, défis et enjeux, projets en cours ou planifiés, etc.);
- 5) Décrire l'évolution démographique au sein des deux communautés au cours des dernières années (naissances, décès, demandes de transfert vers la bande et vers une autre bande, etc.);
- 6) Identifier les projets ou changements ayant eu ou pouvant avoir une incidence au niveau du développement économique, de l'emploi, de la santé, des infrastructures communautaires ou de la démographie des deux communautés (projets ou changements survenus dans la région au cours des 20 dernières années, projets en cours de réalisation ou planifiés dans la région au cours des prochaines années);
- 7) Identifier les perceptions, attentes et préoccupations des gestionnaires concernant les effets du projet proposé sur leur secteur d'activité (développement économique, emploi, santé, démographie, infrastructures communautaires).

De plus, en complément des entrevues réalisées à Odanak et Wôlinak, des entrevues téléphoniques devront également être réalisées auprès de représentants de l'Institut de la santé des Autochtones (ISA) et de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) afin de recueillir des données de santé pour les deux communautés concernées.

Toutes les entrevues devront être effectuées à l'aide d'une grille préétablie, ce qui permettra d'amasser les données de façon systématique et de couvrir tous les volets concernés. Une grille distincte devra être élaborée pour chaque type de gestionnaire rencontré dans le cadre de l'enquête pour la description du milieu socio-économique (développement économique, emploi, santé, registre des Indiens inscrits infrastructures communautaires). Les grilles d'entrevue préliminaires devront être soumises pour commentaires/approbation au représentant du MPO. Ce dernier fera parvenir au consultant les modifications souhaitées. Les grilles révisées et le calendrier préliminaire des entrevues seront également soumis au représentant du MPO.

Définition de l'effort déployé

L'enquête sera principalement réalisée auprès de gestionnaires des conseils de bande d'Odanak et de Wôlinak ou encore du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki. Plus précisément, des entrevues en tête-à-tête seront menées auprès des gestionnaires responsables du développement économique, de l'emploi, de la santé, du registre des Indiens inscrits (démographie) et des infrastructures communautaires. Entre quatre et cinq entrevues seront réalisées par communauté, pour un total de huit à dix entrevues. Il faudra donc prévoir environ trois jours d'entrevue dans chacune des deux communautés (incluant la mobilisation et la démobilisation du personnel).

L'enquête comprendra également la réalisation d'entrevues téléphoniques auprès de représentants de l'Institut de la santé des Autochtones (ISA) et de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL). De deux à quatre entrevues seront réalisées avec des représentants de ces deux instances. Il faudra donc prévoir l'équivalent d'une journée de travail pour la réalisation de ces entrevues.

Le consultant devra également prévoir du temps pour la planification et la coordination des activités nécessaires pour réaliser l'enquête, soit :

- la préparation des grilles d'entrevue;
- la planification et la préparation de la campagne de terrain, y compris l'achat du matériel nécessaire aux activités sur le terrain, les besoins en transport et en hébergement, ainsi que la prise de contact avec les gestionnaires à interviewer;
- les rencontres/discussions de coordination avec les représentants du MPO.

Les informations obtenues lors des entrevues seront traitées et analysées afin de décrire de façon détaillée le milieu socio-économique d'Odanak et de Wôlinak. De plus, la compilation des données obtenues permettra d'évaluer les effets socio-économiques du projet sur les deux communautés et de faire état des attentes et des préoccupations des gestionnaires rencontrés face à la réalisation du projet proposé.

Échéancier

La réalisation des entrevues devra se faire au cours de l'année 2020 et/ou 2021 selon la disponibilité des gestionnaires à rencontrer. Le traitement des données issues des entrevues mènera à une description du milieu et à l'identification des effets du projet sur les conditions socio-économiques des deux communautés.

	2020								2021								
	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Planification, coordination, gestion																	
Entrevues à Odanak et Wôlinak																	
Entrevues téléphoniques auprès de représentants de l'ISA et de la CSSSPNQL																	
Compilation, analyse et rédaction																	

4.2 Utilisation contemporaine du territoire par les communautés autochtones au sein de la zone d'étude élargie

Mise en contexte et objectifs

Selon les lignes directrices, la mobilisation des groupes autochtones est requise pour éclairer l'étude d'impact et déterminer des mesures qui permettront d'éviter ou de réduire au minimum les répercussions potentielles du projet sur les peuples autochtones. Les lignes directrices indiquent que l'étude devra documenter le patrimoine naturel et culturel du territoire affecté, de même que l'usage courant des terres et des ressources par les groupes autochtones pouvant être affectés par le projet. L'étude doit également traiter de la nature et de l'étendue des droits exercés par chaque groupe autochtone concerné.

De plus, l'étude doit décrire :

- la consommation d'aliments prélevés dans la nature (aliments traditionnels) en dehors de la chaîne alimentaire commerciale, y compris les aliments piégés, pêchés, chassés, récoltés ou cultivés aux fins de subsistance ou à des fins médicales ou qui ont une valeur culturelle pour les Autochtones;
- les sites ou les zones utilisés par les populations locales et les peuples autochtones comme résidences permanentes ou de façon temporaire ou saisonnière, et le nombre de personnes qui utilisent chaque zone ou site délimité (inclure des cartes, si possible).

Les lignes directrices indiquent finalement que l'étude d'impact devra fournir une analyse des observations reçues des groupes autochtones au sujet du projet.

Dans le but de bien évaluer les effets du projet proposé sur le patrimoine culturel, ainsi que sur l'usage actuel des terres et des ressources par les autochtones, il faudra documenter l'utilisation du territoire de la zone d'étude élargie par les communautés autochtones. Dans un premier temps, le consultant retenu devra effectuer des entrevues téléphoniques auprès des gestionnaires responsables du territoire au conseil de bande ou dans les conseils tribaux chez les Abénaquis, les Mohawks et les Hurons-Wendats. Ces entrevues permettront de documenter de façon sommaire l'utilisation de la zone d'étude élargie par le groupe concerné (activités pratiquées, ressources exploitées,

lieux valorisés, etc.). Les entrevues permettront également de recueillir les observations des gestionnaires, de même que leurs attentes et préoccupations quant à la réalisation du projet proposé. Ainsi, des entretiens devront être réalisés avec des représentants abénaquis, mohawks et hurons-wendats.

À la suite de ces entrevues, s'il appert que des membres d'un groupe autochtone fréquentent la zone d'étude élargie, il faudra réaliser une étude plus détaillée auprès d'utilisateurs du territoire de ce groupe dans le but de bien documenter et décrire leur fréquentation et leur utilisation de cette zone d'étude, ainsi que pour recueillir leurs perceptions, attentes et préoccupations à l'égard du projet proposé.

Résumé des informations disponibles

L'étude de base du milieu humain identifiait trois groupes ayant des prétentions territoriales au sein de la zone d'étude élargie, soit les Abénaquis, les Mohawks et les Attikameks. Deux autres groupes autochtones ont quant à eux des prétentions territoriales à proximité de la zone d'étude élargie, soit les Hurons-Wendats et les Innus (regroupement Petapan).

Les Abénaquis

Les Abénaquis composent le groupe autochtone le plus rapproché des zones d'étude locale et élargie. La documentation disponible permet de décrire de façon sommaire l'utilisation contemporaine qu'ils exercent au sein de la zone d'étude élargie. L'étude d'impact du projet d'agrandissement du terminal portuaire de Contrecoeur (SNC-Lavalin, 2017) indique que les Abénaquis pratiquent plusieurs activités dans le secteur du lac Saint-Pierre, comme la chasse, la pêche (perchaude, doré jaune, barbotte brune, esturgeon jaune), le piégeage et la cueillette d'espèces variées. Des activités de navigation sont également réalisées dans le même secteur. Le rapport souligne également que la portion du fleuve Saint-Laurent située entre Contrecoeur et le lac Saint-Pierre est valorisée par les Abénaquis. Le document identifie à cet effet une série d'éléments importants à prendre en considération dans les études à mener sur le Ndakinna :

- les habitats d'espèces fauniques et floristiques;
- les effets appréhendés sur le fleuve Saint-Laurent et les espèces qui s'y trouvent (particulièrement dans le secteur du lac Saint-Pierre);
- les effets sur les milieux humides;
- les émissions de gaz à effet de serre (GES) et les risques associés aux changements climatiques.

Par ailleurs, une autre étude, produite par le bureau du Ndakinna dans le cadre du projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières, décrit sommairement l'utilisation du secteur du lac Saint-Pierre² par les Abénaquis (Bureau du Ndakinna, 2016). On y mentionne notamment que des utilisateurs de la nation pratiquent des activités de pêche sur le lac Saint-Pierre à différentes périodes de l'année. La pêche à la ligne est pratiquée durant toute la période d'eau libre (généralement d'avril à novembre). Elle est cependant pratiquée avec plus d'intensité au printemps et au début de l'été. Les principales espèces ciblées sont l'achigan, la barbotte brune, la barbue de rivière, le grand brochet, l'esturgeon jaune, le doré jaune, la perchaude, le baret, la laquaiche argentée, l'anguille d'Amérique et la carpe. La pêche à la ligne se fait à partir de la berge ou encore en embarcation. En période d'eau libre, la pêche peut également être pratiquée à l'aide de verveux dans les baies et à l'embouchure de certaines rivières. Certains utilisateurs pêchent également la carpe à l'aide d'un arc et de flèches. En hiver, la pêche blanche est pratiquée dans les baies et près des pointes le long des rives du lac Saint-Pierre. On s'y adonne également à l'embouchure de certaines rivières. La pêche blanche cible essentiellement le doré jaune, la perchaude, l'esturgeon jaune et le grand brochet. La pêche peut être effectuée à des fins individuelles, mais aussi à des fins communautaires. Les prises sont alors redistribuées au sein de la communauté. Les utilisateurs abénaquis pratiquent également des

² Le lac Saint-Pierre borde la zone d'étude locale. Ainsi, bien que les activités décrites dans la présente section ne concernent pas spécifiquement le secteur de l'archipel du Lac Saint-Pierre, on peut supposer que les activités réalisées à l'intérieur de la zone d'étude locale par les utilisateurs abénaquis sont similaires.

activités de chasse à la sauvagine en bordure du lac Saint-Pierre. Ils ciblent principalement la bernache du Canada et l'oie des neiges. La chasse est pratiquée au printemps et à l'automne (parfois jusqu'en décembre). Elle se fait le long des berges du lac Saint-Pierre et parfois à l'embouchure de rivières. Les utilisateurs qui s'y adonnent chassent à pied ou encore en embarcation. Au cours des dernières années, les migrations saisonnières de la bernache du Canada et de l'oie des neiges ont connu quelques changements, notamment en ce qui concerne les corridors empruntés et les dates de déplacement. Ainsi, les utilisateurs abénaquis ont souvent dû changer de lieux de chasse dans la dernière décennie. Le document produit par le bureau du Ndakinna en lien avec le projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières (Bureau du Ndakinna, 2016) indique également que des activités de cueillette sont potentiellement pratiquées par des utilisateurs abénaquis en rive sud du lac Saint-Pierre. Les espèces potentiellement exploitées seraient la fougère-à-l'autruche (tête-de-violon) et la quenouille. La cueillette de ces deux plantes aurait lieu en période printanière. Tout au long de la période d'eau libre, des activités de navigation seraient réalisées par les utilisateurs abénaquis dans le secteur du lac Saint-Pierre. Ces déplacements nautiques auraient lieu dans le cadre d'activités de chasse et de pêche, mais également dans un but récréatif.

Le document produit par le bureau du Ndakinna en lien avec le projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières identifie quelques préoccupations concernant le secteur du lac Saint-Pierre et le fleuve Saint-Laurent (Bureau du Ndakinna, 2016). Les mêmes préoccupations risquent d'être énoncées en lien avec le présent projet. Les Abénaquis sont notamment préoccupés par le contrôle des débits d'eau sur le fleuve Saint-Laurent. Le document fait en effet valoir que des aménagements situés plus en amont sur le Saint-Laurent ont une influence sur le débit dans le secteur du lac Saint-Pierre. Or, ce contrôle des débits a un impact sur la pratique des activités des Abénaquis, notamment sur la pose des engins de pêche, comme les verveux. Les Abénaquis sont également inquiets des conséquences de l'accroissement de la circulation navale sur le Saint-Laurent. Ils reprochent notamment au transport maritime de contribuer à l'érosion des berges dans le secteur du lac Saint-Pierre. Les auteurs du document demandaient donc au promoteur d'évaluer et de quantifier les effets de l'agrandissement du port sur l'augmentation du transport maritime commercial. Ils demandaient également d'évaluer les conséquences de cette augmentation du trafic maritime sur les activités des Abénaquis. Des craintes étaient notamment énoncées concernant le risque accru d'érosion des berges, ou encore l'augmentation du danger pour les utilisateurs se déplaçant en embarcation sur le fleuve Saint-Laurent et le lac Saint-Pierre. Le document indique par ailleurs que les Abénaquis sont préoccupés par le fait qu'ils ont de plus en plus de difficultés à accéder au lac Saint-Pierre et au fleuve Saint-Laurent en raison des nombreux terrains privés situés en berge. Cette situation aurait pour effet de limiter la pratique des activités sur le territoire, ce qui nuirait indirectement à la transmission des savoirs traditionnels aux utilisateurs des plus jeunes générations.

Les Abénaquis sont aussi inquiets du déclin de certaines espèces animales et végétales valorisées. Encore une fois, ce déclin a une incidence sur la pratique et la transmission des activités traditionnelles, car certaines ressources exploitées sont plus difficiles à trouver. Le document préparé par le bureau du Ndakinna (2016) fait à cet effet mention de la diminution de la quantité et de la qualité des prises dans le fleuve Saint-Laurent et le lac Saint-Pierre en raison de la détérioration des habitats des poissons³. Le document souligne que le problème est particulièrement important chez des espèces comme la perchaude et l'esturgeon jaune, ainsi que chez le doré jaune et l'anguille d'Amérique. Les Abénaquis se disent également préoccupés par la remise en suspension potentielle de sédiments dans le lac Saint-Pierre et le fleuve Saint-Laurent. Le document explique à cet effet que le lit de ces plans d'eau contient bien souvent des contaminants qui pourraient être remis en circulation advenant la réalisation de travaux de dragage ou d'excavation. Dans la même veine, les Abénaquis sont préoccupés par la production de GES. Le document préparé en lien avec le projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières demandait donc au promoteur de prévoir des moyens pour atténuer la production de GES.

Les Mohawks

Pour les Mohawks, l'étude d'impact du projet d'agrandissement du terminal portuaire de Contrecoeur de l'Administration portuaire de Montréal contient quelques informations intéressantes. Le document ne relève aucune

³ Quelques sources de perturbation des habitats des poissons sont mentionnées dans le document du bureau du Ndakinna, notamment la prolifération d'espèces exotiques envahissantes, la perte d'herbiers aquatiques, la diminution de la qualité de l'eau, la perte de connectivité entre les habitats ou encore la présence de divers contaminants dans l'écosystème aquatique du fleuve Saint-Laurent.

utilisation dans le secteur du terminal projeté. Cependant, il indique que les Mohawks allèguent que leurs droits de chasse et de pêche s'appliquent sur le site du projet de l'administration portuaire de Montréal, soulignant que ces droits sont protégés par l'article 35 (1) de la constitution (1982). On y apprend également que les Mohawks font valoir que leurs droits de chasse et de pêche dans ce même secteur ont été reconnus par le jugement Adams de 1996. Il faut donc considérer que ces mêmes droits s'appliquent dans la zone d'étude élargie du présent projet, puisqu'elle englobe le territoire concerné par le projet d'agrandissement du terminal portuaire de Contrecoeur. Il est également possible que les Mohawks considèrent que leurs droits s'appliquent jusque dans le secteur du lac Saint-Pierre, soit à l'intérieur de la zone d'étude locale.

Dans le cadre de l'étude d'impact du projet d'agrandissement du terminal portuaire de Contrecoeur, le *Mohawk Council of Kahnawake* (MCK) a émis quelques préoccupations qui pourraient également concerner le présent projet. Le MCK se disait notamment préoccupé par les nombreux projets portuaires sur le fleuve Saint-Laurent (agrandissement projeté des ports de Saguenay, Québec, Trois-Rivières et Contrecoeur), ainsi que par le fait qu'il n'ait pas vraiment été consulté lors de la mise en place de la Stratégie maritime du Québec. Le MCK craint en fait d'assister à une augmentation du trafic maritime sur le fleuve Saint-Laurent, particulièrement dans la portion de la voie maritime qui borde la communauté. Il s'attend ainsi à ce que le passage plus fréquent des navires mène à une augmentation des risques d'accident avec les autres utilisateurs du fleuve (incluant les utilisateurs mohawks), à un accroissement des risques de déversement, ainsi qu'à une augmentation de l'érosion des berges (SNC-Lavalin, 2017). Le MCK se disait également préoccupé pour l'ensemble des espèces biologiques faisant partie du territoire traditionnel des Mohawks. Des inquiétudes particulières étaient soulevées concernant les espèces migratrices qui fréquentent le Saint-Laurent, telles que l'esturgeon jaune, dont la pêche continue d'être importante pour les Mohawks. Le MCK soulevait également la question de la dispersion des sédiments lors d'éventuels travaux de dragage, ainsi que la gestion des déblais de dragage (SNC-Lavalin, 2017).

Les Attikameks

En 2014, le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA, qui représente les trois communautés attikameks, soit Manawan, Wemotaci et Opitciwan), a revendiqué sa souveraineté (déclaration de souveraineté d'Atikamekw Nehirowisiw) sur un territoire qui englobe notamment toute la portion nord du lac Saint-Pierre (ce qui inclut une partie de la zone d'étude locale). Notons cependant que le lac Saint-Pierre ne fait pas partie du territoire qui fait l'objet d'une revendication territoriale globale depuis 1979⁴ (revendication menée d'abord par le Conseil Attikamek-Montagnais, de 1979 à 1994, puis par le Conseil de la Nation Atikamekw depuis) (Relation Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, 2020).

Aucune information n'a été trouvée concernant l'utilisation contemporaine de la zone d'étude du présent projet par les Attikameks.

Les Hurons-Wendats

Peu d'informations sont disponibles concernant l'utilisation contemporaine par les Hurons-Wendats de la zone d'étude élargie du présent projet. L'étude d'impact du projet d'agrandissement du terminal portuaire de Contrecoeur indique que le territoire concerné par ce projet de l'Administration portuaire de Montréal n'est pas situé sur le Nionwentsio (le territoire revendiqué par la nation huronne-wendat). Le document ajoute cependant que des Hurons-Wendats naviguent sur le fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Québec. Aussi, la nation huronne-wendat a demandé à ce qu'une étude complémentaire à l'étude d'impact soit réalisée afin de documenter l'utilisation potentielle par ses membres de la zone concernée par le projet d'agrandissement portuaire de Contrecoeur. La nation comptait notamment documenter les activités de navigation de plaisance réalisées par ses membres sur le

⁴ En fait, les revendications territoriales du CNA couvrent un territoire d'environ 68 000 km² s'étendant *grosso modo* de Lebel-sur-Quévillon et Senneterre (à l'ouest) à La Tuque (à l'est) et de Saint-Michel-des-Saints (au sud) aux environs de Chapais (au nord). Le Nitaskinan (le territoire revendiqué) recoupe donc des portions des régions administratives de l'Abitibi, du Nord-du-Québec, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de la Mauricie, de Lanaudière, des Laurentides et de l'Outaouais (Relation Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, 2020).

fleuve Saint-Laurent entre Montréal et Québec, les activités de pêche au doré jaune et à l'achigan au lac Saint-Pierre (pêche blanche et pêche en eau libre), ainsi que les activités de pêche au grand brochet, de chasse à la sauvagine et de chasse au cerf de Virginie effectuées dans l'archipel du Lac Saint-Pierre. Il n'est pas possible de savoir si l'étude complémentaire demandée par les Hurons-Wendats a été réalisée. Nous comprenons cependant que la demande effectuée par la nation laisse entendre que des activités sont potentiellement pratiquées par des utilisateurs hurons-wendats à l'intérieur de la zone d'étude locale ou élargie du présent projet.

Par ailleurs, dans le cadre du projet d'agrandissement du port de Trois-Rivières, la nation huronne-wendat a encore une fois demandé à ce qu'une étude complémentaire à l'étude d'impact soit réalisée afin de documenter l'utilisation potentielle par ses membres de la zone concernée par le projet. Comme dans le cas du port de Contrecoeur, il n'est pas possible de savoir si cette étude a été réalisée.

Les Innus

La revendication territoriale globale menée successivement par le Conseil Atikamek-Montagnais (1979-1994), le Conseil Tribal Mamuitun mak Nutashkuan (1994-2011) et plus récemment par le Regroupement Petapan (qui regroupe les communautés de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutashkuan depuis 2011) concerne un territoire qui comprend notamment une portion du fleuve Saint-Laurent et de l'estuaire située entre Portneuf-sur-Mer (à l'est) et les environs de l'embouchure de la rivière Batiscau (à l'ouest) (Relation Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada, 2020). Le territoire revendiqué se trouve donc à l'extérieur de la zone d'étude du présent projet, soit à quelque 65 km (à vol d'oiseau) à l'est de la limite aval (carte 2-1). Aucune information n'a été trouvée concernant l'utilisation contemporaine de la zone d'étude du présent projet par les Innus.

Il n'est pas prévu de consulter les Innus dans le cadre du présent projet, car le territoire revendiqué se trouve à bonne distance de la zone d'étude et qu'aucune source ne fait mention d'une utilisation contemporaine des environs de la zone d'étude.

Délimitation du secteur d'étude

Le portrait de l'utilisation du territoire par les communautés autochtones visera à faire un inventaire de l'utilisation effectuée par les utilisateurs des nations abénaquise, mohawk et huronne-wendat au sein de la zone d'étude élargie. L'inventaire visera à décrire l'utilisation effectuée au cours des cinq dernières années, soit depuis 2015. L'inventaire permettra également de recueillir les observations des informateurs, de même que leurs perceptions, attentes et préoccupations quant à la réalisation du projet proposé.

Période d'inventaire

Cette étude devra être effectuée durant l'année 2020 et/ou 2021. Elle se fera en deux temps. Dans un premier temps, le consultant devra effectuer des entretiens téléphoniques avec des gestionnaires responsables du territoire dans chacune des communautés concernées. Ces gestionnaires pourraient être rattachés à un conseil de bande, on encore à un conseil tribal, comme le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki. Ces entretiens permettront de documenter et de décrire sommairement l'utilisation effectuée au sein de la zone d'étude élargie et de recueillir les préoccupations et/ou les attentes des différents gestionnaires interviewés concernant le projet proposé. Si les entrevues téléphoniques montrent que des membres des groupes autochtones concernés fréquentent la zone d'étude élargie, des entrevues en face à face devront être réalisées avec des utilisateurs du territoire.

Les entretiens téléphoniques avec les gestionnaires du territoire nécessiteront quelques heures de travail. Du temps de préparation pour la prise de contact avec les gestionnaires concernés et la préparation des outils d'enquête doit également être prévu. La réalisation éventuelle d'entretiens en face à face avec des utilisateurs du territoire nécessitera quant à elle plus de temps, puisqu'elle impliquera un déplacement dans chacune des communautés concernées. Plusieurs communautés seront possiblement impliquées, soit Odanak et Wôlinak pour les Abénaquis, Kahnawake, Kanésatake et Akwesasne pour les Mohawks et Wendake pour les Hurons-Wendats. À ce stade-ci, il est difficile d'évaluer le nombre d'utilisateurs à rencontrer dans chacune des communautés. Pour les fins du présent exercice, nous estimons qu'entre 8 et 12 utilisateurs par communauté pourraient être interrogés lors d'entrevues

individuelles. Ainsi, il faut s'attendre à ce que le deuxième volet de l'inventaire nécessite quelques semaines de terrain (incluant la mobilisation et la démobilisation de la ressource affectée à cette tâche). Encore une fois, une période de temps sera à prévoir pour la préparation des outils d'enquête et la logistique (hébergement, transport, etc.). Du temps de planification devra aussi être prévu pour la prise de contact avec les utilisateurs et l'embauche d'un traducteur (au besoin). L'identification d'une personne-ressource dans chacune des communautés consultées est habituellement facilitante et devrait se faire de concert avec le MPO. Celle-ci aura pour tâche d'épauler le consultant dans tous les aspects logistiques de la réalisation de l'enquête auprès des utilisateurs (prises de contact avec les utilisateurs, planification des entrevues, location de salles, embauche d'un traducteur, etc.). Ainsi, des réunions ou discussions entre le consultant, le personnel du MPO et les différentes personnes-ressources sont aussi à prévoir. Par ailleurs, le consultant devra prévoir une période de temps suffisante pour procéder à l'analyse et au traitement des informations amassées au cours des entrevues téléphoniques et en face à face. Du temps doit aussi être prévu pour le traitement cartographique de l'information amassée auprès des utilisateurs du territoire (le cas échéant), de même que pour la rédaction du portrait de l'utilisation du territoire par les groupes autochtones et l'identification des effets appréhendés du projet par les informateurs rencontrés.

Description de l'approche méthodologique préconisée

L'étude concernant le portrait de l'utilisation du territoire de la zone d'étude élargie par les communautés autochtones devra se faire par le biais d'entrevues téléphoniques semi-dirigées réalisées auprès de gestionnaires du territoire des communautés concernées. À la suite de ces entrevues, s'il appert que des membres de la communauté utilisent le territoire de la zone d'étude élargie, des entrevues semi-dirigées seront réalisées en face à face avec des utilisateurs de chacune des communautés concernées (environ 8 à 12 utilisateurs par communauté). Le consultant devra s'assurer d'intégrer des femmes dans la liste des utilisateurs à rencontrer et tentera, dans la mesure du possible, d'interviewer des gens de différents groupes d'âge.

De façon plus spécifique, les objectifs poursuivis par ce volet d'étude sont les suivants :

- déterminer quelles sont les communautés autochtones qui fréquentent et utilisent actuellement le territoire de la zone d'étude élargie;
- recueillir les données et les informations suffisantes pour décrire l'utilisation actuelle du territoire de la zone d'étude élargie par les communautés autochtones (activités pratiquées, ressources valorisées et exploitées, lieux valorisés, périodes d'utilisation, durée et fréquence des sorties sur le territoire, présence de camps et de sites de campement, déplacements sur le territoire, composition des groupes fréquentant le territoire, etc.);
- recueillir des données sur les changements et les projets passés (depuis 20 ans), actuels ou futurs qui ont eu ou pourraient avoir un effet sur l'utilisation du territoire de la zone d'étude par les communautés autochtones;
- recueillir les préoccupations, opinions et réactions des communautés à l'étude face au projet proposé et à ses effets.

Les informateurs rencontrés par le consultant lors des entrevues devront consentir à ce que les informations fournies soient utilisées pour la rédaction du rapport d'étude. Ils devront également consentir à ce que leur image soit utilisée dans le même document si des photos sont prises lors des entrevues.

Les entrevues seront effectuées à l'aide d'une grille préétablie, ce qui permettra d'amasser les données de façon systématique et de couvrir tous les volets concernés. Une grille distincte devra être élaborée pour les gestionnaires responsables du territoire et pour les utilisateurs. Les grilles d'entrevue utilisées devront être soumises pour commentaires/approbation au représentant du MPO. Ce dernier fera parvenir au consultant les modifications souhaitées. Les grilles révisées et le calendrier des entrevues seront également soumis au représentant du MPO.

Advenant la réalisation d'entrevues auprès d'utilisateurs du territoire au sein d'une communauté autochtone, le MPO devra identifier une personne-ressource dans la communauté concernée. Celle-ci aura pour tâche d'épauler le consultant dans tous les aspects logistiques de la réalisation de l'enquête auprès des utilisateurs (prises de contact avec les utilisateurs, planification des entrevues, location de salles, embauche d'un traducteur, etc.).

L'information récoltée auprès des gestionnaires et des utilisateurs sera cartographiée. Sans s'y limiter, les informations suivantes seront représentées sur les cartes :

- les voies d'accès (routes, sentiers, rampes de mise à l'eau, etc.) et les trajets (motoneige, quad, portage, embarcation, raquette, etc.) empruntés au sein de la zone d'étude;
- les sites patrimoniaux (sépultures, lieux de naissance, lieux historiques de rencontres, lieux de rassemblements communautaires, etc.);
- les sites d'exploitation, les activités réalisées et les espèces visées (pêche, chasse, piégeage, cueillette, récolte, etc.);
- les camps et les sites de campement;
- la présence d'espèces fauniques de grande valeur culturelle, menacée ou vulnérable.

Définition de l'effort déployé

Le premier volet de l'inventaire consistera à réaliser des entrevues téléphoniques auprès de gestionnaires responsables du territoire des groupes autochtones concernés. Ces gestionnaires pourraient être rattachés à un conseil de bande, ou encore à un conseil tribal, par exemple, le Grand Conseil de la Nation Waban-Aki. Ainsi, cinq à sept entrevues devront être effectuées. Ceci peut représenter un effort de travail d'environ une semaine.

Dans un second temps, s'il appert que des membres des communautés utilisent le territoire de la zone d'étude élargie, des entrevues semi-dirigées seront réalisées en face à face avec des utilisateurs de chacune des communautés concernées (possiblement de 8 à 12 utilisateurs par communauté). On peut donc s'attendre à un effort de travail d'environ une semaine par communauté concernée. Rappelons que six communautés autochtones pourraient potentiellement être concernées par l'inventaire de l'utilisation du territoire de la zone d'étude élargie⁵. Ainsi, advenant que des utilisateurs doivent être rencontrés dans chacune de ces communautés, ceci porterait l'effort total de travail à environ six semaines (incluant la mobilisation et la démobilisation de la ressource affectée à cette tâche).

Le consultant devra également prévoir du temps pour la planification et la coordination des activités nécessaires pour réaliser l'inventaire, soit :

- la préparation des instruments d'enquête (grilles d'entrevue, cartes, formulaire de consentement);
- la planification et la préparation de la campagne de terrain, y compris l'achat du matériel nécessaire aux activités sur le terrain, les besoins en transport et en hébergement, ainsi que la prise de contact avec les gestionnaires à interviewer;
- les rencontres/discussions de coordination avec les représentants du MPO et les personnes-ressources identifiées dans chacune des communautés concernées.

Les informations obtenues lors des entrevues seront traitées et analysées afin de décrire l'utilisation actuelle de la zone d'étude par les communautés autochtones. De plus, la compilation des données obtenues permettra d'évaluer les effets du projet proposé sur cette utilisation et de faire état des attentes et des préoccupations des informateurs rencontrés (gestionnaires et utilisateurs) face à la réalisation du projet proposé.

⁵ Soit Odanak et Wôlinak pour les Abénaquis, Kahnawake, Kanesatake et Akwesasne pour les Mohawks et Wendake pour les Hurons-Wendats.

Cartographie

Les systèmes d'information géographique constituent un moyen efficace pour collecter, organiser et analyser les données de base de l'environnement.

Les cartes et les données géoréférencées devront être structurées avec le logiciel ArcGIS. Toutes les bases de données des éléments cartographiés devront être complétées pour faciliter leur identification.

La présentation et l'analyse des informations récoltées dans le cadre de l'étude devront être illustrées sur des cartes thématiques aux échelles appropriées pour permettre la comparaison et la superposition des thématiques à cartographier. Ces cartes devront localiser les superficies terrestres et aquatiques nécessaires au projet (aires de chantier et voies d'accès pour les travaux). Elles devront également inclure les limites de la zone d'étude, les infrastructures importantes déjà en place, l'utilisation des terres adjacentes et toute caractéristique environnementale (naturel, physique et humaine) importante à l'étude.

Afin de bien décrire l'utilisation de la zone d'étude élargie par les communautés autochtones, le consultant devra utiliser des cartes d'inventaire à l'échelle de 1 : 50 000 lors des entrevues en face à face avec les utilisateurs des différentes communautés concernées.

Pour chacune des communautés où il y aura des entrevues en face à face avec des utilisateurs du territoire, il faudra prévoir du temps pour la préparation des cartes d'inventaire à utiliser lors d'entrevues en face à face et la préparation d'une carte synthèse des informations amassées dans la communauté.

Par ailleurs, lors de la préparation du rapport d'étude, il faudra prévoir du temps pour la préparation d'une carte de présentation (zone d'étude, localisation des communautés concernées, etc.), et d'une carte illustrant l'utilisation de la zone d'étude élargie par l'ensemble des communautés autochtones concernées.

Échéancier

La réalisation des entrevues devra se faire au cours de l'année 2020 et/ou 2021 selon la disponibilité des gestionnaires et des utilisateurs à rencontrer. Le traitement des données issues des entrevues mènera à une description de l'utilisation du territoire, ainsi qu'à l'identification des effets du projet proposé sur celle-ci.

	2020						2021										
	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre
Planification, coordination et gestion																	
Entrevues téléphoniques																	
Entrevues dans les communautés																	
Compilation, analyse et rédaction																	
Cartographie																	

Références

- AECOM. 2020a. *Réfection des revertsors de l'archipel du lac Saint-Pierre. Étude de base du milieu physique – revue des informations existantes*. Rapport préparé pour Pêches et Océans Canada. 96 pages et annexes.
- AECOM. 2020b. *Réfection des revertsors de l'archipel du lac Saint-Pierre. Étude de base du milieu biologique – revue des informations existantes*. Rapport préparé pour Pêches et Océans Canada. 82 pages et annexes.
- AECOM. 2020c. *Réfection des revertsors de l'archipel du lac Saint-Pierre. Étude de base du milieu humain – revue des informations existantes*. Rapport préparé pour Pêches et Océans Canada. 74 pages et annexes.
- AECOM. 2020d. *Réfection des revertsors de l'archipel du Lac Saint-Pierre. Analyse des manques d'information*. Rapport préparé pour Pêches et Océans Canada. 25 pages.
- BUREAU DU NDAKINNA. 2016. *Portrait de l'utilisation et de l'occupation du territoire de la Nation W8banaki, le Ndakinna, dans la zone touchée par les projets d'agrandissement du port de Trois-Rivières*. Rapport à l'intention de l'administration portuaire de Trois-Rivières.
- RELATION COURONNE-AUTOCHTONES ET AFFAIRES DU NORD CANADA. 2020. *Système d'information sur les droits ancestraux et issus de traités*. [En ligne] : http://sidait-atris.aadnc-aandc.gc.ca/atris_online/. (Page consultée en juin 2020).
- SNC-LAVALIN. 2017. *Agrandissement du terminal portuaire de Contrecoeur. Étude d'impact environnemental - Volume 1 - Rapport principal*. Administration portuaire de Montréal. Pagination multiple.

À propos d'AECOM

AECOM s'affaire à bâtir pour un monde meilleur. Nous assurons la conception, la construction, le financement et l'exploitation d'infrastructures pour des gouvernements, des entreprises et des organisations dans plus de 150 pays. En tant que firme pleinement intégrée, nous conjugons connaissance et expérience, dans notre réseau mondial d'experts, pour aider les clients à relever leurs défis les plus complexes. Installations à haut rendement énergétique, collectivités et environnements résilients, nations stables et sécuritaires : nos réalisations sont transformatrices, uniques et incontournables. Classées dans la liste des entreprises du *Fortune 500*, les sociétés d'AECOM ont enregistré des revenus annuels d'environ 18 milliards de dollars US.

Voyez comment nous concrétisons ce que d'autres ne peuvent qu'imaginer, au aecom.ca et [@AECOM](https://www.instagram.com/aecom).

AECOM
2, rue Fusey
Trois-Rivières (Québec) Canada G8T 2T1
Tél. : 819 373-6820
Télec. : 819 373-7573
www.aecom.com